

L'Iran, le nucléaire et l'Occident

Guillaume Parmentier

Nul doute que la plupart des Iraniens soutiennent la politique nucléaire de leurs dirigeants. L'Iran se perçoit - parfois justement - comme une grande nation cernée par des ennemis potentiels dans une région instable: les Arabes n'aiment pas les Perses, les sunnites haïssent les chiïtes, Israël et le Pakistan possèdent l'arme atomique, l'armée américaine est en Irak et le président Bush a inclus l'Iran dans son «axe du Mal».

Les pays occidentaux s'accordent sur la gravité de la situation: si l'Iran réalise des essais nucléaires, d'autres puissances régionales suivront. Mais cela ne signifie malheureusement pas que les États-Unis et l'Europe conserveront demain la même perspective.

Pour les Américains, le problème, c'est le régime politique. Depuis le 11 septembre, ils croient que le principal danger pour la sécurité mondiale provient de régimes conjuguant politique anti-américaine et non-respect des droits de l'homme. Pour les Européens, la question, c'est la prolifération, et l'attention doit se porter sur la sécurité régionale, facteur le plus déterminant dans la décision d'une nation d'acquiescer à l'arme nucléaire. Sur cette base, une grave crise transatlantique pourrait se répéter si les grandes puissances occidentales n'agissaient pas rapidement pour réduire leurs divergences.

Pour les Européens, se focaliser sur le seul problème nucléaire est une erreur. Le problème est beaucoup plus global: il se situe dans la relation de l'Iran au reste du monde. Une grande partie des Iraniens, surtout les plus jeunes, est friande d'informations, de contacts ou d'idées venant de l'étranger. La victoire d'Amhadinedjad aux élections présidentielles de 2005 résulte davantage du rejet d'une élite corrompue que de l'adhésion populaire à un programme réactionnaire. Dans un Iran plus ouvert sur le monde, les mollahs auraient plus de mal à imposer leur orthodoxie, qui pèse sur les Iraniens d'une façon qui gêne beaucoup d'entre eux.

D'où le désir très répandu de contacts internationaux. Mais la population iranienne ne souhaite pas pour autant ressembler à l'Occident. Elle n'est pas «pro-américaine». Des bombardements ou un embargo international seraient universellement condamnés en Iran.

Malheureusement, il sera difficile à l'Iran de s'ouvrir. Les États-Unis ne reconnaissent pas officiellement le pays, malgré les récentes discussions informelles et secrètes sur l'Irak. La charge de l'ouverture repose essentiellement sur l'Europe.

Surtout, les dirigeants iraniens constatent le désir de la population de s'ouvrir au monde et craignent pour leur mainmise sur les comportements et les modes de pensée. Nul doute que là se situe la clef de la radicalisation récente et méprisable du discours d'Amhadinedjad et d'autres dignitaires: antisémitisme revendiqué, menaces directes contre Israël, négation de l'Holocauste ont atteint leur objectif d'interdire à l'Occident de tendre la main vers l'Iran.

Il devient donc presque impossible pour l'Europe de maintenir un dialogue sur le modèle de ce qu'avaient tenté les trois Grands Européens sur le nucléaire. Cela met l'Europe dans une position délicate, puisqu'elle ne peut plus présenter d'options politiques claires: or, bien qu'ils partagent le diagnostic américain, les Européens restent convaincus qu'il n'y a pas de solution simple au problème posé par l'Iran. Il était politiquement improbable que l'Amérique s'associe l'an dernier à l'approche européenne en offrant à l'Iran des garanties de sécurité négatives et une reconnaissance diplomatique. Mais ce refus a privé l'Europe de sa principale «carotte».

Les Occidentaux ont donc une marge d'influence très réduite. Il serait sage de partir de là et d'éviter toute déclaration qui ne pourrait être soutenue par des actes.

Si impopulaire que soit le gouvernement iranien, les Européens reconnaissent qu'il s'agit du premier gouvernement authentiquement national que le pays ait connu depuis longtemps. Le Shah était perçu par la population, sans surprise, comme un fantoche américain. Les Iraniens se souviennent encore du coup américain de 1953 contre Mossadegh. Les régimes précédents avaient aussi été dominés par l'étranger. Que toute ingérence étrangère dans la politique iranienne suscite un fort rejet ne devrait donc surprendre personne. Il faut garder ce facteur à l'esprit pour éviter d'unir artificiellement les Iraniens derrière le régime en place.

Dans cette perspective, les bruits de bottes récemment entendus à Washington, heureusement démentis par le président Bush, renforcent les «durs» iraniens. Or toute analogie avec la situation irakienne est inexacte. Ne serait-ce que pour des raisons militaires, l'occupation de l'Iran et le changement de régime par la force sont impensables. Et des «frappes sélectives» contre les installations nucléaires auraient pour seule conséquence de rendre inévitable, et massivement populaire, l'accession de l'Iran à la bombe.

L'analogie pertinente est celle de la politique américaine à l'égard de Cuba: isoler le pays renforcerait là aussi un gouvernement impopulaire en lui offrant un bouc-émissaire rêvé pour justifier les problèmes du pays.

Tout embargo touchant la population se retournerait donc contre ses auteurs.

Mieux vaut maintenir les contacts avec la population iranienne en utilisant information, voyages et relations économiques et personnelles, dans l'idée qu'à long terme le régime en sera affaibli.

Après tout, cette recette fut la bonne pendant la guerre froide.

GUILLAUME PARMENTIER est directeur du Centre français sur les Etats-Unis (CFE) à l'Ifri.